

Quel avenir pour la mer et le littoral en Nord Atlantique – Manche Ouest ?
Atelier citoyen SAINT-MALO
15 mars 2018

Synthèse

19 participants.

Garant : Bruno de Trémiolles.

I/ Quels enjeux prioritaires ?

La séance "gommettes" a donné les résultats suivants :

- **Le bon état écologique du milieu marin et la qualité des eaux territoriales : 10 gommettes.**
- **Une économie maritime performante, garante d'une exploitation durable des ressources marines et des espaces, sans dégradation du milieu et sûre pour les populations : 17 gommettes.**
- La sécurité des biens, des personnes et des activités économiques situées dans les zones basses et/ou soumises à érosion du trait de côte : 4 gommettes.
- La capacité d'accueil du littoral, des espaces maritimes et insulaires et leur accès en faveur de la mixité des populations et de leurs activités : 7 gommettes.
- Les activités de défense et de sécurité : 0 gomme.
- **La connaissance, la recherche et l'innovation : 11 gommettes.**

II/ Les contributions des citoyens sur les deux enjeux prioritaires

Une économie maritime performante, garante d'une exploitation durable des ressources marines et des espaces, sans dégradation du milieu et sûre pour les populations

Pourquoi ces enjeux sont importants ? Ils sont importants car :

C'est un thème transversal : comment faire cohabiter les activités économiques, la population et préserver l'environnement ?

L'économie maritime représente de nombreux secteurs : pêche, production d'énergie...

Les ressources alimentaires sont importantes en Bretagne.

L'enjeu de pérennisation des ressources doit faire l'objet d'une prise de conscience.

Avec la démographie qui augmente, importance de nourrir les populations, pas seulement par des actions de prélèvement mais aussi sur le modèle de l'agriculture développer une « mariculture ».

80 % de la population vit dans une bande de moins de 100km du rivage : accroissement des pressions, et des besoins en énergie...

Quelles synergies/opportunités, difficultés/conflits ?

Opportunités :

- ressources terre / mer : exemple de la crépidule, du wakamé, et de la spiruline...
- cabotage à développer, autoroutes de la mer,
- gestion des ressources (rendement maximum durable)
- Energies marines à développer « nous sommes les plus mauvais ».
- exemple de plans de gestion comme celui de la mer d'Iroise avec le parc naturel marin.

Difficultés :

- cohabitation des activités,
- l'économie marine est méconnue,
- les efforts faits par les professionnels depuis une décennie ne sont pas encore bien connus du public,
- le temps nécessaire pour le changement d'habitudes et de pratiques,
- il n'y a pas de vision globale, et pas de synergie entre les régulations,
- pas assez de circuits courts,

Quelles propositions pour bien vivre en 2030?

Consulter avant de réglementer.

Sensibiliser, anticiper.

Aider au renouvellement de la flotte. Encourager, financer le pescatourisme.

Fonctionner avec des énergies renouvelables (plus de diesel)

Valoriser les pêcheries auprès du public (plus compatibles que l'importation).

Développer le droit à l'expérimentation (essai, erreur, primordial).

Schéma de mise en valeur de la mer plus contraignant pour gérer les conflits d'usage, volets maritimes des SCOT (celui de Saint-Malo a été rejeté).

Simplifier la gestion du littoral, respecter les spécificités territoriales.

Mettre en place des solutions de détachement des personnels publics/agents territoriaux dans des sociétés de projets publics/privés innovantes.

La connaissance, la recherche et l'innovation

Pourquoi ces enjeux sont importants ? Ils sont importants car :

Comment prendre en compte sinon le changement climatique dans le quotidien des populations, en matière d'innovations.

On ne maîtrise bien que ce que l'on connaît. Il est grand temps de connaître.

Développement de la recherche médicale (exemple : la méduse et ses bienfaits, exploitation des algues, pharmacopée...).

Demain, comment faire pour préserver la qualité des eaux ?

Recherche fondamentale pour le développement de la Bretagne.

Changement des habitudes alimentaires, de la viande vers le poisson.

Importance du rôle de l'Education nationale.

Il faut passer d'une époque où l'on considérait la mer comme une ressource inépuisable à une ressource épuisable.

Quelles synergies/opportunités, difficultés/conflits ?

Opportunités :

- la sensibilisation de tous, l'information également des touristes,
- forte association des enfants en Bretagne à leur environnement marin,
- la préservation des fonds marins en Bretagne,
- s'inspirer de démarches comme celle du parc marin d'Iroise, à démultiplier,
- développer une approche systémique (exemple dans le CEDRE).
- « notre salut économique et écologique viendra de la mer », besoin de recherche et d'innovations.

Difficultés :

- manque de données pour qualifier les pollutions, travail a posteriori.
- travail en « silo ».
- liens entre économie frugale et innovations : besoin de soutiens financiers pour le développement des navires hybrides, solaires, ...les fermes aquacoles,
- perte de crédibilité des organismes publics dépossédés de leur rôle de diffusion d'études, de données (Ifremer).

Quelles propositions pour bien vivre en 2030?

Développer les synergies entre recherche fondamentale, recherche appliquée et innovation. Objectif : éviter les doublons, optimiser les moyens, développer l'expérimentation. Développer le benchmarking.

Vulgariser les résultats des recherches auprès des acteurs du milieu marin, de la population. Sensibiliser aux enjeux.

« Demain, tous des mériens » (citation de Jacques Rougerie) : développer l'exploitation de nouvelles ressources issues de la mer (non connues à ce jour). Développer le concept de « merritoires », liés à la spatialisation en mer, à la planification stratégique.

Pérenniser la protection des fonds marins. Proscrire l'extraction de sable.

Développer la mariculture. : protection du phytoplancton, réduction de l'empreinte carbone.

Limiter l'empreinte des usagers de la mer (exemple pollutions de la conchyliculture, boues de dragage dans les ports.

Limiter les conflits entre les différents acteurs des territoires maritimes.

Innover dans le recyclage des déchets issus des produits de la mer ou des activités industriels.

Définir des contrats de concession sur le domaine public maritime intégrant le traitement des déchets.

Dédiaboliser l'aquaculture : une ferme aquacole n'est pas synonyme d'exploitation intensive de la ressource.

Partager les résultats des organismes publics même si les financements sont privés. Importance du triptyque : organisme public / entreprises privés / Etat.

Restructurer l'Ifremer, recherche d'intérêt public, général.

Le bon état écologique du milieu marin et la qualité des eaux territoriales

Pourquoi ces enjeux sont importants ? Ils sont importants car :

L'environnement est fragile. Sa préservation est une question de vie et de santé.

Le constat est fait que la biodiversité diminue, même dans des endroits auparavant très riches, comme ceux où les eaux salées et les eaux douces se rencontrent.

La pollution en mer est visible.

Il y a des souvenirs tragiques : anniversaire des 40 ans de l'Amoco Cadiz.

La sensibilisation et l'éducation sont essentiels.

Le bon état écologique des eaux marines est une obligation européenne (directive cadre stratégie pour le milieu marin).

Les activités ont un impact sur le milieu, le transforme et parfois le dégrade (algues vertes...).

Un environnement sain est important pour l'économie.

Les touristes souhaitent un environnement agréable. Mais se pose le problème de la gestion des pics de concentration de population en période estivale notamment.

Quelles synergies/opportunités, difficultés/conflits ?

Opportunités :

- cohabitation des activités en mer et sur le littoral (...qui est une difficulté également),
- prise de conscience, action associative importante, comportements individuels plus responsables
- les pratiques des professionnels évoluent,
- les acteurs pratiquant la mer et le littoral en ont une connaissance « pratique », cela constitue une richesse,
- des politiques et des réglementations existent concernant la gestion des eaux (schémas d'aménagement et de gestion des eaux, comités de bassin),
- la réglementation est devenue plus exigeante pour le transport maritime.

Difficultés :

- cohabitation des activités en mer et sur le littoral (...qui est une opportunité également),
- les activités ont un impact sur le milieu (exemple donné de la construction des ports, ou bien encore du barrage de la Rance),
- l'origine diffuse des pollutions,
- le calibrage des stations d'épuration pour faire face aux variations de populations,
- les mesures réalisées en matière de contrôle sanitaire sont incomplètes, et n'intègrent pas suffisamment la présence des produits chimiques par exemple,
- la pression touristique,
- les différents lobbies,
- la responsabilisation des acteurs, et le fait qu'ils contribuent à gérer les conséquences de leurs activités.

Quelles propositions pour bien vivre en 2030?

Se tenir aux décisions prises, au-delà des mandats électoraux (besoin de continuité).

Evaluer les politiques publiques, les remettre en cause si besoin, les simplifier.

Favoriser la coopération entre acteurs du littoral, de la mer et des bassins versants.

Partager les connaissances.

Faire de la sensibilisation. Susciter un comportement responsable de la part des touristes et une compréhension du fonctionnement de l'environnement : par exemple le nettoyage des propres ne doit pas être « extrême », les laves de mer ont une utilité.

Bien dépenser les moyens financiers, et prendre des solutions simples et peu coûteuses (exemple donné des bandes enherbées le long des ruisseaux).

Concernant les activités :

- appliquer le principe pollueur – payeur,
- collecter les données des activités en mer, obligation de transparence (Agence européenne pour la sécurité maritime, Lisbonne),
- établir un certificat d'étude d'impact environnemental,
- limiter les pollutions à la source (exemple de la composition des produits d'hygiène corporelle).
- équiper les ports : « on trie à bord, mais à quai, pas suffisamment d'équipements ou mal organisés »,
- avoir des stations d'épuration en état de fonctionner et de faire face aux pics de population.
- mieux gérer la production des produits d'entretien ou les intrants, et les possibilités de traitement de ces produits (exemple peintures antifouling).

III/ Les contributions des citoyens sur la vision 2030

Les participants adhèrent à la vision. Quelques participants s'interrogent sur son caractère réaliste et sa temporalité. Pour certains, 2030 représente un horizon trop lointain, quand pour d'autres « *c'est demain* ». Un participant observe que « *les temps ont changé, et que cela ne correspond plus à la réalité de vouloir bâtir des plans à plusieurs décennies* ». Il faut des étapes, et des mesures fortes pour atteindre les objectifs, des décisions rapides, mais alors s'interroge une participante de manière « *descendante ou remontante ?* » (top down ou bottom up). Les participants expriment le souhait d'une continuité dans les décisions, et d'une gouvernance locale représentative et permettant effectivement la prise de décisions.

Les points d'adhésion forts sont :

- Le dépassement de l'opposition entre économie et environnement, l'urgence d'y arriver.
- Le développement des activités en mer : énergies marines renouvelables, aquaculture et pêche durable, dans une démarche concertée qui puisse résister aux lobbies.
- l'importance de la recherche et de l'innovation, surtout si la recherche est appliquée en lien avec les professionnels
- L'apport de la transition numérique (qui rend possible le village planétaire), même s'il ne fait pas attendre la résolution des problèmes,
- Le besoin de connaissance pour la gestion de la façade maritime,

Loisirs si structures adaptées au cadre et non à la demande.

Les énergies marines renouvelables doivent avant tout contribuer à décarboner l'économie maritime (biogaz, hydrogène, voile pour les navires...).

Cependant la vision n'évoque pas (ou pas assez) plusieurs enjeux prioritaires :

- La gouvernance de la démarche, nécessité de la clarifier pour gérer les résistances au changement,
- La gestion des pics de population (assainissement, déchets)
- La place de l'investissement privé
- Les solutions proposées. Il faudrait notamment aller au delà du principe pollueur payeur (en le maintenant): les pollutions doivent être déclarées et les difficultés techniques à préserver le bon état écologique puisse être mises sur la place publique sans stigmatiser

Évaluation simplification accélération des procédures (18 mois pour breveter, il faudrait un moyen plus rapide pour protéger les solutions et proposer des avances remboursables pour financer la protection intellectuelle des innovations).

L'État ne doit pas aller au-delà de la définition d'un cadre

Pour atteindre cette vision intégrée, il est proposé :

- De définir une gouvernance spécifique (« *le littoral d'Ille et Vilaine doit être candidat à une gouvernance expérimentale dès 2019* »), importance de l'interaction entre les acteurs, des coopérations entre filières traditionnelles et émergentes, mais la coopération est pour l'un des participants « *difficile et lente et la synergie des acteurs trop institutionnelle* ».
- De gérer « *drastiquement* » la bande littorale : changement des pratiques agricoles, intervention des collectivités (achat du foncier).
- De faire confiance au bon sens et aux connaissances locales, et de mettre la priorité sur des projets issus des territoires et non des projets nationaux, de soutenir les initiatives locales par exemple en matière d'énergies renouvelables avec une simplification des démarches et des expérimentations possibles. Un participant se demande si le parc éolien de la Baie de Saint-Brieuc va « *finir par voir le jour* ».

- d'impliquer les acteurs économiques dans l'application des objectifs environnementaux par des mesures incitatives par exemple inciter les constructeurs de navires de plaisance à utiliser des matériaux recyclables (bannir les résines pour développer les matériaux recyclés et recyclables – fibres végétales).
- Le développement de circuits courts également pour la pêche, vente directe vers les habitants et les restaurateurs, moins d'intermédiaires, développement de criées et de halles à marées,
- De faciliter l'acceptabilité des projets nouveaux par la participation financière des populations locales, Une accélération dans les démarches pour faire sortir les projets qui restent souvent à l'état de papier.
- D'associer l'Education nationale, d'arrêter de diminuer le nombre d'heures de cours en sciences de la vie et de la terre, créer des lycées maritimes (« *actuellement une quinzaine de lycées maritimes mais deux cents lycées agricoles* »)
- Sensibiliser au fait que la mer est un milieu fragile qu'il faut protéger.
- De gérer globalement la recherche et développement.
- Favoriser le cabotage, moins polluant que le transport routier,
- sur les types d'habitats qui seront nécessaires du fait du manque d'espace sur le littoral (hauteur sur terre, en mer?). Voir ce qui se passe aux Pays-Bas.
- De développer un système unifié type « coast guards » avec un même commandement (militaire, douane, sauvetage).
- D'imposer aux navires chimiques de déclarer le rejet d'eaux de lavage (quantités, qualités et zones de rejet) : il n'y a aucune données. Déclaration à faire auprès de l'EMSA.

L'un des participants remarque la tendance « oui pas ici », problème d'acceptabilité des projets novateurs.

Un autre participant souhaite que le SCOT du Pays de Saint-Malo se dote très rapidement d'un volet maritime.

Deux participants regrettent la rapidité de la démarche et le temps trop court de l'atelier (« *effet gadget ? Effet de communication ? J'adhère quand même par optimisme !* »).

Equipe d'animation de l'atelier : DIRM : Lucie TRULLA, François VICTOR; CVRH: Anne-Claude TORAN, Marc ALLARD; MTES/DML : Julia JORDAN.